

SECTION II. — *Subsides de fonctionnement*

**Art. 2.** En application de l'article 34 de l'arrêté royal du 10 décembre 1992, les subventions suivantes sont allouées :

A. aux associations d'éleveurs agréées suivantes, à titre d'intervention dans leurs frais de fonctionnement et pour l'organisation de concours :

- 1° à la société royale « Le Cheval de Sport belge » ..... 430 000 F  
2° à l'association « Le Cheval de Sang belge » ..... 480 000 F

B. à la Confédération belge du cheval :

- 1° 530 000 francs pour l'organisation du concours national;  
2° 900 000 francs pour l'identification des poulains sous la mère;  
3° un subside de fonctionnement de 400 000 francs.

C. aux sociétés royales des chevaux de trait belge et ardennais, une somme respectivement de 850 000 francs et de 430 000 francs pour :

- les frais de fonctionnement;  
— l'organisation des concours;  
— la préservation de leur patrimoine génétique.

L'octroi des subventions est subordonné, outre les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté royal susmentionné, à la présentation d'une comptabilité détaillée des recettes et des dépenses de l'exercice et à la présentation d'un rapport d'activité de l'exercice.

En aucun cas, le montant de la subvention ne pourra dépasser le montant des dépenses effectuées au cours de l'exercice subventionné.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 janvier 1993.

Bruxelles, 23 décembre 1992.

A. BOURGEOIS

AFDELING II. — *Werkingsstoelagen*

**Art. 2.** In toepassing van artikel 34 van het koninklijk besluit van 10 december 1992, worden de volgende toelagen verleend :

A. aan de volgende erkende fokkersverenigingen, als bijdrage in hun werkingskosten en voor het organiseren van prijskampen :

- 1° aan de koninklijke vereniging « Het Belgisch Sportpaard » ..... 430 000 F  
2° aan de vereniging « Het Belgisch Warmbloedpaard » ..... 480 000 F

B. aan de Belgische Konfederatie van het paard :

- 1° 530 000 frank om de nationale prijskamp te organiseren;  
2° 900 000 frank om de veulens bij de merrie te identificeren;  
3° een toelage van 400 000 frank voor de werkingskosten.

C. aan de koninklijke maatschappijen van Belgische en Ardenner trekpaarden een bedrag van respectievelijk 850 000 en 430 000 frank voor :

- de werkingskosten;  
— het organiseren van prijskampen;  
— het behoud van hun genetisch patrimonium.

Om toelagen te krijgen, moeten niet alleen de in artikel 3 van het hierboven vermelde koninklijk besluit voorziene voorwaarden voldaan zijn, maar moet ook een uitvoerige boekhouding voorgelegd worden van de inkomsten en uitgaven van het boekjaar en moet er ook een activiteitsverslag van het boekjaar voorgelegd worden.

In geen enkel geval mag de tussenkomst het bedrag van de uitgaven in de loop van het gesubsidieerde jaar overtreffen.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 2 januari 1993.

Brussel, 23 december 1992.

A. BOURGEOIS

F. 93 — 278

23 DECEMBRE 1992. — Arrêté ministériel  
relatif à l'amélioration des équidés

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture, modifiée par la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1992 relatif à l'amélioration des équidés;

Vu les décisions de la Commission n° 92/216/CEE; 92/353/CEE; 92/354/CEE;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant d'une part que la nécessité de prendre sans retard des mesures résulte de l'obligation de se conformer aux décisions susmentionnées et que d'autre part des mesures doivent être prises en matière d'amélioration des équidés, notamment en réorganisant les expertises et concours et en agréant des centres d'insémination artificielle et de transfert d'embryon pour l'espèce chevaline,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Agrément des associations*

**Article 1er.** § 1er. Pour être agréée, une association doit satisfaire aux conditions suivantes :

## Conditions générales

- 1° présenter une demande d'agrément au Ministre;  
2° disposer de statuts approuvés par le Ministre et prévoyant notamment l'absence de discrimination entre les adhérents;  
3° avoir son siège social en Belgique;  
4° être constituée sous forme d'une association sans but lucratif.

N. 93 — 278

23 DECEMBER 1992. — Ministerieel besluit  
betreffende de verbetering van paardachtigen

De Minister van Landbouw,

Gelet op de wet van 20 juni 1956 betreffende de verbetering van de rassen van voor de landbouw nuttige huisdieren, laatst gewijzigd bij de Dierengezondheidswet van 24 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1992 betreffende de verbetering van paardachtigen;

Gelet op de beschikkingen van de Commissie nrs. 92/216/EEG; 92/353/EEG; 92/354/EEG;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat enerzijds de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen voortvloeit uit de verplichting om zich te schikken naar hogervermelde beschikkingen en dat anderzijds maatregelen moeten genomen worden inzake de verbetering van paardachtigen met name door de keuringen en wedstrijden te reorganiseren en door centra voor kunstmatige inseminatie en voor embryo-transplantatie bij paarden te erkennen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Erkenning van de verenigingen*

**Artikel 1.** § 1. Om te worden erkend, dient een vereniging aan de volgende voorwaarden te voldoen :

## Algemene voorwaarden

- 1° een aanvraag tot erkenning richten aan de Minister;  
2° beschikken over statuten die door de Minister zijn goedgekeurd en die ondermeer bepalen dat tussen de aangeslotenen niet mag worden gediscrimineerd;  
3° haar maatschappelijke zetel hebben in België;  
4° opgericht zijn onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk.

## Conditions particulières

## A. Associations d'éleveurs.

1<sup>o</sup> le cas échéant, être agréée soit par l'organisation ou l'association qui tient le livre généalogique d'origine de la race, soit par l'organisme international officiel qui coordonne les activités de la race;

2<sup>o</sup> en accord avec l'organisation ou l'association qui tient le livre généalogique d'origine de la race, les statuts d'une association d'éleveurs agréée peuvent fixer territorialement ses activités en ce qui concerne l'enregistrement des poulains.

3<sup>o</sup> satisfaire aux contrôles du Service en ce qui concerne :

a) l'efficacité de leur fonctionnement;

b) le respect, le cas échéant, du règlement technique établi par l'organisation ou l'association qui tient le livre généalogique d'origine de la race;

c) la possession d'un effectif d'équidés suffisant pour réaliser un programme d'amélioration ou permettant d'assurer la conservation de la race, lorsque cela est considéré comme nécessaire;

d) la capacité à exercer les contrôles nécessaires à la tenue des généalogies;

e) la capacité à rendre disponibles les données, par exemple relatives aux performances, nécessaires à la réalisation du programme d'amélioration ou de conservation de la race.

4<sup>o</sup> pour les associations d'éleveurs tenant le livre généalogique d'origine d'une race, soumettre à l'approbation du Service un règlement technique d'ordre intérieur précisant :

a) le système d'identification;

b) la définition des caractéristiques de la race concernée;

c) la définition de ses objectifs de sélection;

d) les différentes sections du livre généalogique ainsi que les conditions d'identification et d'enregistrement qui s'y rapportent.

## B. Organisme de coordination de diverses activités de l'élevage d'équidés.

Soumettre à l'approbation du Service un règlement technique d'ordre intérieur précisant notamment :

1<sup>o</sup> la procédure d'identification des poulains sous la mère;

2<sup>o</sup> l'exécution des missions à accomplir dans le cadre de la directive européenne qui fixe les conditions de participation aux concours, en particulier la collecte des données concernant d'une part l'organisation de :

a) concours réservés aux équidés enregistrés ou inscrits dans un livre généalogique du Royaume, afin de permettre l'amélioration de la race;

b) concours régionaux à des fins de sélection des équidés;

c) manifestations à caractère historique ou traditionnel, et d'autre part, les critères retenus pour la distribution des fonds destinés à la sauvegarde du patrimoine génétique, la promotion et l'amélioration de l'élevage.

## C. Associations visant à l'utilisation des équidés.

1<sup>o</sup> le cas échéant, être agréées par l'organisme international officiel compétent;

2<sup>o</sup> soumettre à l'approbation du Service les règles des concours qu'elles organisent ainsi que le règlement fixant les modalités d'utilisation en faveur de l'élevage des prélèvements opérés à partir des gains.

§ 2. Afin de pouvoir conserver leur agrément, les associations doivent :

1<sup>o</sup> satisfaire de manière permanente aux conditions d'agrément reprises au § 1<sup>er</sup>;

2<sup>o</sup> se soumettre au contrôle du Service et collaborer avec lui à toute activité ayant pour objet l'amélioration des équidés;

3<sup>o</sup> fournir au Service un rapport annuel de leur activité.

## CHAPITRE II

## Expertise d'étalons et concours d'équidés

Section I<sup>re</sup>. — Dispositions communes

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Pour la détermination de l'âge, il est convenu que les équidés prennent leur âge au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit la date de naissance.

§ 2. L'inscription d'un équidé à une expertise ou à un concours se fait au moyen d'un bulletin qui doit être rempli suivant les modalités techniques prescrites par l'association d'éleveurs agréée.

## Bijzondere voorwaarden

## A. Fokkersverenigingen.

1<sup>o</sup> in voorkomend geval, erkend zijn hetzij door de organisatie of de vereniging die het oorspronkelijke stamboek van het ras bijhoudt, hetzij door het officiële internationale organisme dat de activiteiten van het ras coördineert;

2<sup>o</sup> in akkoord met de organisatie of de vereniging die het oorspronkelijke stamboek van het ras bijhoudt, kan een erkende fokkersvereniging in haar statuten een gebied afbakenen voor haar activiteiten met betrekking tot het registreren van de veulens;

3<sup>o</sup> bij controles door de Dienst aantonen dat zij :

a) doeltreffend functioneren;

b) in voorkomend geval, het technisch reglement dat is vastgesteld door de organisatie of de vereniging die het oorspronkelijke stamboek van het ras bijhoudt in acht nemen;

c) voldoende paardachtigen omvatten om een programma voor rasverbetering te kunnen uitvoeren of om de instandhouding van het ras te kunnen garanderen wanneer dat noodzakelijk wordt geacht;

d) over de middelen beschikken om de voor het bijhouden van de afstamming vereiste controles uit te voeren;

e) over de middelen beschikken om de voor de uitvoering van het programma voor rasverbetering of voor de instandhouding van het ras vereiste gegevens, bij voorbeeld inzake zoötechnische prestaties te verstrekken.

4<sup>o</sup> de fokkersverenigingen die het oorspronkelijke stamboek van een ras bijhouden, dienen ter goedkeuring aan de Dienst een technisch reglement van inwendige orde voor te leggen inzake :

a) het identificatiesysteem;

b) de omschrijving van de kenmerken van het betreffende ras;

c) de doelstellingen op fokgebied;

d) de verschillende afdelingen van het stamboek en de respectievelijke voorwaarden voor het identificeren en het registreren.

## B. Coördinerend organisme voor verschillende fokkerijactiviteiten van paardachtigen.

Ter goedkeuring aan de Dienst een technisch reglement van inwendige orde voorleggen, met name inzake :

1<sup>o</sup> de procedure voor de identificatie van veulens bij de merrie;

2<sup>o</sup> de uitvoering van de opdrachten kaderend in de Europese richtlijn die de voorwaarden voor de deelneming aan de wedstrijden vastlegt, in het bijzonder het verzamelen van de gegevens betreffende enerzijds het organiseren van :

a) wedstrijden, uitsluitend voor paardachtigen die in eenzelfde stamboek van het Koninkrijk geregistreerd of ingeschreven zijn, met het oog op de verbetering van het ras;

d) regionale wedstrijden met het oog op de selectie van paardachtigen;

c) evenementen met een historisch of traditonnel karakter, en anderzijds, de criteria voor de verdeling van de fondsen bestemd voor de vrijwaring van het genetisch patrimonium, de ontwikkeling en de verbetering van de fokkerij.

## C. Verenigingen voor het gebruik van paardachtigen.

1<sup>o</sup> in voorkomend geval, erkend zijn door het bevoegde officiële internationale organisme;

2<sup>o</sup> de bepalingen inzake de wedstrijden die ze organiseren en het reglement inzake de wijze van gebruik van de heffingen op winsten ter goedkeuring voorleggen aan de Dienst.

§ 2. Om de erkenning te kunnen behouden, dienen de verenigingen :

1<sup>o</sup> permanent te voldoen aan alle in § 1 gestelde voorwaarden;

2<sup>o</sup> zich te onderwerpen aan de controle van de Dienst en ermee samen te werken voor alle activiteiten met het oog op de verbetering van paardachtigen;

3<sup>o</sup> jaarlijks aan de Dienst een activiteitenrapport voor te leggen.

## HOOFDSTUK II

## Keuring van hengsten en prijskampen van paardachtigen

## Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 2. § 1. Voor de ouderdomsbepaling wordt overeengekomen dat de paardachtigen, ongeacht hun geboortedatum, verjaren op 1 januari van het daaropvolgende jaar.

§ 2. De inschrijving van een paardachtige voor een keuring of een prijskamp geschiedt door middel van een inschrijvingsformulier. Dit moet worden ingevuld overeenkomstig de technische modaliteiten voorgeschreven door de erkende fokkersvereniging.

Cette inscription doit être introduite, au moins vingt et un jours avant la date fixée pour la réunion, au secrétariat de l'association d'éleveurs agréée qui communique la liste des équidés inscrits au conseiller.

§ 3. Les lieux et les dates des concours et expertises sont fixés par les associations d'éleveurs agréées avec l'accord du Service.

§ 4. Le même équidé ne peut participer la même année qu'à une seule expertise ou à une même catégorie de concours. Toutefois, les étalons de pur-sang anglais et arabe peuvent la même année se présenter à l'expertise en vue de leur admission à la reproduction en race pure d'une part et en croisement d'autre part.

#### Section II. — Expertise des étalons

##### A. Organisation.

Art. 3. § 1er. Les expertises ordinaires ont lieu chaque année à partir du 1er septembre.

§ 2. Après la clôture des expertises ordinaires, des expertises supplémentaires ou particulières peuvent être organisées conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 10 décembre 1992 relatif à l'amélioration des équidés.

§ 3. Peuvent seuls être présentés aux expertises supplémentaires :

a) Les étalons ajournés par le jury aux expertises ordinaires;

b) les étalons qui, par suite de force majeure, bien qu'ils aient été régulièrement inscrits, n'ont pas pu être présentés aux expertises ordinaires. Le jour de l'expertise ordinaire, le détenteur de l'étalon doit prouver au conseiller qu'il s'agit d'un cas de force majeure.

§ 4. Peuvent seuls être présentés aux expertises particulières les étalons qui, à la suite d'un cas de force majeure, à apprécier par l'association d'éleveurs agréée et le conseiller, ont fait l'objet d'une transaction commerciale après les expertises ordinaires.

§ 5. Après ces diverses expertises, l'association d'éleveurs agréée communique au conseiller la liste des étalons admis à la reproduction.

##### B. Critères d'admission à la reproduction.

Art. 4. § 1er. Les associations d'éleveurs agréées, en accord avec le Service, fixent les critères d'admission à la reproduction. Ces critères portent notamment sur le phénotype de l'étalon et/ou ses résultats, ceux de ses ascendants, descendants et collatéraux lors d'épreuves diverses. Sur base de ces critères, le jury désigne les étalons admis à la reproduction.

§ 2. Les étalons admis à la reproduction doivent avoir un hémotype connu.

§ 3. Un étalon ne peut en aucun cas être âgé de moins de 3 ans lors de sa première saison de monte.

##### C. Dispositions particulières.

Art. 5. Sur demande des associations d'éleveurs agréées et sous certaines conditions qu'elles proposent à l'accord du Ministre, des étalons âgés de 8 ans au moins et déjà admis antérieurement à la reproduction peuvent être admis annuellement d'une façon purement administrative.

Ces étalons sont dispensés de la présentation à l'expertise à condition cependant qu'ils y aient été régulièrement inscrits et qu'une demande de dispense ait été introduite.

#### Section III. — Concours de modèle et d'allures pour équidés enregistrés

##### A. Conditions de participation.

Art. 6. Pour pouvoir participer à ce type de concours, les chevaux doivent être inscrits dans un livre généalogique tenu par une association d'éleveurs agréée. Les étalons de 3 ans et plus doivent en outre être admis à la reproduction.

##### B. Organisation.

Art. 7. § 1er. Tout organisateur de ce type de concours se doit de respecter les règles communautaires fixées en la matière par les articles 23 et 24 de l'arrêté royal du 10 décembre 1992 relatif à l'amélioration des équidés.

§ 2. Toute association d'éleveurs agréée désirant organiser des concours de modèle et d'allures doit en soumettre la liste, les dates ainsi que le règlement à l'approbation du Ministre et cela avant le 31 décembre qui précède l'année du concours. Le règlement précisera notamment la nature du concours, les conditions de participation, les différentes catégories d'âge et la répartition des primes.

Deze inschrijving moet minstens eenentwintig dagen vóór de datum van de verzameling ingediend worden op het sekretariaat van de erkende fokkersvereniging die op haar beurt de lijst van de ingeschreven paardachtigen aan de konsulent meedeelt.

§ 3. De plaatsen en data van de keuringen en prijskampen worden door de erkende fokkersverenigingen vastgesteld in akkoord met de Dienst.

§ 4. Een paardachtige mag tijdens hetzelfde jaar slechts aan één keuring of aan één zelfde prijskampcategorie deelnemen. Evenwel mogen de Engels en Arabisch volbloedhengsten hetzelfde jaar voorgesteld worden op de keuring met het oog op toelating tot de voortplanting in zuiver ras enerzijds en in kruising anderzijds.

#### Afdeling II. — Keuring van de hengsten

##### A. Organisatie.

Art. 3. § 1. De gewone keuringen hebben ieder jaar plaats vanaf 1 september.

§ 2. Na het afsluiten van de gewone keuringen kunnen er bijkomende of bijzondere keuringen worden georganiseerd overeenkomstig de voorwaarden in artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 december 1992 betreffende de verbetering van paardachtigen.

§ 3. Op de bijkomende keuringen kunnen alleen aangeboden worden :

a) de hengsten die door de jury werden uitgesteld op de gewone keuringen;

b) de hengsten die, hoewel zij regelmatig werden ingeschreven, ingevolge heikracht niet op de gewone keuringen konden aangeboden worden. Op de dag van de gewone keuring moet de hengstenhouder aan de konsulent het bewijs leveren dat het om een geval van heikracht gaat.

§ 4. Op de bijzondere keuringen kunnen alleen de hengsten aangeboden worden die, ingevolge heikracht, te beoordelen door de erkende fokkersvereniging en de konsulent, het voorwerp hebben uitgemaakt van een commerciële transactie na de gewone keuringen.

§ 5. Na deze verschillende keuringen, zal de erkende fokkersvereniging aan de konsulent de lijst meedelen van de hengsten die toegelaten zijn tot de voortplanting.

##### B. Criteria voor toelating tot de voortplanting.

Art. 4. § 1. In akkoord met de Dienst, bepalen de erkende fokkersverenigingen de criteria voor de toelating tot de voortplanting. Deze criteria hebben met name betrekking op het fenotype van de hengst en/of zijn resultaten, deze van zijn voorouders, nakomelingen en bloedverwanten tijdens verschillende proeven. Op basis van deze criteria, duidt de jury de hengsten aan die toegelaten zijn tot de voortplanting.

§ 2. De bloedgroepenformule van de hengsten die toegelaten zijn tot de voortplanting moet gekend zijn.

§ 3. Een hengst mag in geen enkel geval minder dan 3 jaar oud zijn bij zijn eerste dekseizoen.

##### C. Bijzondere bepalingen.

Art. 5. Op vraag van de erkende fokkersverenigingen en onder bepaalde voorwaarden, die zij voor akkoord voorleggen aan de Minister, kunnen hengsten die reeds eerder toegelaten werden tot de voortplanting vanaf de leeftijd van 8 jaar op louter administratieve wijze jaarlijks worden goedgekeurd.

Deze hengsten moeten niet meer voorgesteld worden op de keuring op voorwaarde evenwel dat zij regelmatig ingeschreven werden en dat een aanvraag tot vrijstelling werd ingediend.

#### Afdeling III. — Prijskampen voor model en gangen voor geregistreerde paardachtigen

##### A. Deelnemingsvoorwaarden.

Art. 6. Om aan deze prijskampen te kunnen deelnemen, moeten de paarden ingeschreven zijn in een door een erkende fokkersvereniging bijgehouden stamboek. De hengsten van 3 jaar en ouder moeten bovendien toegelaten zijn tot de voortplanting.

##### B. Organisatie.

Art. 7. § 1. Iedere organisator van dit prijskamptype hoort de communautaire voorschriften na te leven die zijn bepaald door de artikelen 23 en 24 van het koninklijk besluit van 10 december 1992 betreffende de verbetering van paardachtigen.

§ 2. Elke erkende fokkersvereniging die prijskampen voor model en gangen wenst te organiseren, moet de lijst, de data en het reglement ter goedkeuring voorleggen aan de Minister en dat vóór 31 december van het jaar dat de prijskamp voorafgaat. Het reglement vermeldt met name de aard van de prijskamp, de deelnemingsvoorwaarden, de verschillende leeftijdscategorieën en de verdeling van de premies.

§ 3. En ce qui concerne les concours subsidiés, seul le jury, nommé par le Ministre, est chargé d'établir un classement des chevaux d'après leurs mérites. Les critères de classement peuvent varier suivant le livre généalogique dans lequel le cheval est enregistré ou inscrit ainsi que l'usage auquel il est destiné.

### CHAPITRE III. — Organisation de l'insémination artificielle et transfert d'embryon

#### A. Insémination artificielle

##### Section I<sup>re</sup>. — Définitions

Art. 8. Pour l'application de la première partie de ce chapitre, il faut entendre par :

1. centre d'insémination : une exploitation où se déroulent des activités concernant l'une ou plusieurs des opérations relatives à l'insémination artificielle, appelé ci-après le centre;

2. opérations relatives à l'insémination artificielle : la récolte, le conditionnement, la conservation, la mise en place de sperme d'étalons en vue de l'insémination artificielle des juments;

3. vétérinaire responsable : le docteur en médecine vétérinaire agréé qui, à la requête du demandeur, assume la responsabilité des opérations relatives à l'insémination artificielle, appelé ci-après le vétérinaire;

4. délégué du vétérinaire : toute personne, nommément désignée par le vétérinaire, et qui sous sa responsabilité peut effectuer les opérations relatives à l'insémination artificielle;

5. inspecteur vétérinaire compétent : le fonctionnaire du service de l'inspection vétérinaire du Ministère de l'Agriculture, compétent dans la circonscription où est situé le centre, appelé ci-après l'inspecteur.

##### Section II. — Agrément des centres

#### a) Conditions de fonctionnement des centres.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Seuls peuvent pratiquer les opérations relatives à l'insémination artificielle, les centres agréés par le Ministre.

§ 2. Ces centres doivent être placés sous la responsabilité du vétérinaire pour les opérations relatives à l'insémination artificielle.

#### b) Obtention de l'agrément.

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément d'un centre est adressée par le demandeur au conseiller.

§ 2. La demande mentionne notamment l'adresse du centre, l'identité du demandeur, ainsi que celle du vétérinaire et de son (ses) délégué(s) éventuel(s). La demande est signée par les personnes susmentionnées.

Art. 11. § 1<sup>er</sup>. L'agrément d'un centre est subordonné à un avis favorable du conseiller et de l'inspecteur. Cet avis est motivé par un rapport qui a trait à l'infrastructure et à l'équipement du centre. Il est établi après visite des installations en présence des signataires de la demande tels que prévus à l'article 10, § 2.

§ 2. Le dossier complet relatif à chaque demande est adressé par le conseiller au directeur général de l'administration de l'élevage et du service vétérinaire qui se prononce sur l'agrément et en informe le demandeur.

#### c) Maintien de l'agrément.

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Chaque année et ce avant le 1<sup>er</sup> février, le bénéficiaire d'un agrément d'un centre doit introduire une demande de prorogation de cet agrément auprès du conseiller.

§ 2. Les centres agréés sont soumis au contrôle du Ministre. Le vétérinaire veille à ce que toutes les mesures soient prises afin que le conseiller et l'inspecteur puissent contrôler à tout moment :

1. pour chaque récolte :
  - l'identification de l'éjaculat;
  - le résultat du contrôle des critères de qualité;
  - le nombre de doses conditionnées;
  - la date;
2. pour chaque dose stockée :
  - l'identification de l'éjaculat d'origine;
  - la date d'entrée en stock;
  - la perte éventuelle;
  - la date de sortie du stock;
  - l'identité du centre fournisseur pour les doses produites dans un autre centre;

§ 3. Voor wat de betoelagde prijskampen betreft, is alleen de door de Minister benoemde jury belast met het opmaken van een klassering van de paarden volgens hun verdiensten. De criteria voor de klassering kunnen verschillen naar gelang het stamboek waarin het paard geregistreerd of ingeschreven is evenals naargelang het gebruik waarvoor het bestemd is.

### HOOFDSTUK III. — Organisatie van de kunstmatige inseminatie en embryotransplantatie

#### A. Kunstmatige inseminatie

##### Afdeling I. — Definities

Art. 8. Voor de toepassing van het eerste deel van dit hoofdstuk, verstaat men onder :

1. inseminatiecentrum : een bedrijf waar activiteiten plaatsvinden met betrekking tot één of meerdere handelingen betreffende de kunstmatige inseminatie, hierna het centrum genoemd;

2. handelingen betreffende de kunstmatige inseminatie : de winning, de conditionering, de bewaring, het inbrengen van sperma van hengsten met het oog op de kunstmatige inseminatie van merries;

3. verantwoordelijke dierenarts : de aangenomen doctor in de diergeneeskunde, die op verzoek van de aanvrager de verantwoordelijkheid op zich neemt voor de handelingen betreffende de kunstmatige inseminatie, hierna de dierenarts genoemd;

4. afgevaardigde van de dierenarts : iedere door de dierenarts met naam aangeduide persoon die onder zijn verantwoordelijkheid de handelingen met betrekking tot de kunstmatige inseminatie mag stellen;

5. bevoegde diergeneeskundige inspecteur : de ambtenaar van de dienst diergeneeskundige inspectie van het Ministerie van Landbouw, die bevoegd is in de omschrijving waar het centrum gelegen is, hierna de inspecteur genoemd.

##### Afdeling II. — Erkenning van de centra

#### a) Werkingsvoorwaarden van de centra.

Art. 9. § 1. Alleen de door de Minister erkende centra mogen de handelingen stellen betreffende de kunstmatige inseminatie.

§ 2. Deze centra moeten onder de verantwoordelijkheid geplaatst zijn van de dierenarts voor de handelingen betreffende de kunstmatige inseminatie.

#### b) Verkrijgen van de erkenning.

Art. 10. § 1. De aanvraag tot erkenning van een centrum wordt door de aanvrager aan de konsulent gericht.

§ 2. De aanvraag vermeldt onder meer het adres van het centrum, de identiteit van de aanvrager en van de dierenarts en zijn eventuele afgevaardigde(n). De aanvraag wordt door al deze personen ondertekend.

Art. 11. § 1. De erkenning van een centrum is afhankelijk van een gunstig advies van de konsulent en de inspecteur. Dit advies wordt gestaafd door een rapport dat betrekking heeft op de infrastructuur en de uitrusting van het centrum. Het wordt opgemaakt na bezoek aan de inrichting in aanwezigheid van de ondertekenaars van de aanvraag voorzien in artikel 10, § 2.

§ 2. Het volledig dossier van elke aanvraag wordt door de konsulent aan de directeur-generaal van het bestuur veeteelt en diergeneeskundige dienst toegezonden die zich uitsprekt over de erkenning en die de aanvrager op de hoogte stelt van de genomen beslissing.

#### c) Behoud van de erkenning.

Art. 12. § 1. Elk jaar vóór 1 februari zal de houder van een erkend centrum bij de konsulent een aanvraag indienen tot verlenging van deze erkenning.

§ 2. De erkende centra zijn onderworpen aan de controle van de Minister. De dierenarts zal erover waken dat alle maatregelen genomen worden opdat de konsulent en de inspecteur ten allen tijde kunnen controleren :

1. voor elke winning :
  - de identificatie van het ejaculaat;
  - het resultaat van de controle van de kwaliteitscriteria;
  - het aantal geconditioneerde doses;
  - de datum;
2. voor elke opgeslagen dosis :
  - de identificatie van het ejaculaat van herkomst;
  - de begindatum van de opslag;
  - het eventueel verlies;
  - de einddatum van de opslag;
  - voor de doses aangemaakt in andere centra, de identiteit van het afleverend centrum;

3. pour chaque dose expédiée :
- l'identification de l'éjaculat d'origine;
  - l'identification du destinataire;
  - la date d'expédition;
4. pour chaque insémination :
- l'identification de l'éjaculat d'origine;
  - la date d'insémination;
  - l'identité de la jument inséminée.

L'identification de l'éjaculat mentionne le nom de l'étalon et un numéro d'ordre.

§ 3. Toute modification apportée aux éléments fournis lors de la demande d'agrément doit être communiquée immédiatement et par écrit au conseiller.

d) Suspension ou retrait de l'agrément.

**Art. 13. § 1er.** L'agrément peut être suspendu ou retiré :

- soit lorsqu'une ou plusieurs des conditions exigées pour le maintien de l'agrément ne sont plus remplies;
- soit pour des raisons sanitaires.

§ 2. La suspension peut être prononcée par le conseiller dès qu'il a connaissance du ou des faits qui justifient cette suspension.

La suspension porte sur l'arrêt d'une partie ou de la totalité des opérations relatives à l'insémination artificielle. Le conseiller en informe par écrit le demandeur et le vétérinaire.

Cette suspension cesse ses effets dès que la décision relative au maintien ou au retrait de l'agrément a été prise conformément au § 3 de cet article.

§ 3. Toute suspension doit faire l'objet d'un rapport établi par le conseiller, adressé au directeur général de l'administration de l'élevage et du service vétérinaire qui se prononce sur le maintien ou le retrait de l'agrément du centre.

La décision est notifiée au demandeur et au vétérinaire. Elle précisera éventuellement les modalités d'utilisation de doses stockées dans le centre.

*Section III. — Dispositions particulières*

a) Propriété de la semence.

**Art. 14.** Sauf convention particulière, la semence appartient au propriétaire de l'étalon.

b) Utilisation de semence produite hors du Royaume.

**Art. 15.** L'utilisation de semence produite hors du Royaume est soumise à un accord préalable de la ou des associations d'éleveurs agréés compétentes pour l'enregistrement des poulains issus de ces inséminations.

c) Contrôle de paternité.

**Art. 16. § 1er.** Un contrôle de paternité par les hémotypes des poulains issus d'insémination artificielle doit être opéré pour chaque étalon sur 5 % au moins de ses poulains avec un minimum de deux.

§ 2. La désignation de ces poulains se fait par tirage au sort sous la responsabilité de l'association d'éleveurs agréée dans laquelle sont enregistrés ces poulains. La prise de sang se fait par un vétérinaire agréé. L'association d'éleveurs agréée communique au laboratoire de la Faculté de médecine vétérinaire de Gand, service de génétique et sélection animale, la liste des poulains dont la paternité doit être contrôlée. Seul ce laboratoire a compétence en la matière.

§ 3. La Confédération belge du Cheval peut intervenir dans le coût de ces analyses.

§ 4. Le document d'identification n'est délivré au propriétaire du poulain qu'après confirmation par le laboratoire susmentionné de l'exactitude de la paternité.

d) Cas particuliers.

**Art. 17.** En cas de mort d'un étalon, il appartient à l'association d'éleveurs agréée concernée par l'enregistrement de ses produits de se prononcer sur l'usage à réserver à la semence stockée.

**Art. 18.** La semence d'un étalon qui n'est plus admis à la reproduction ne peut plus être utilisée.

3. voor elke verzonden dosis :
- de identificatie van het ejaculaat van herkomst;
  - de identificatie van de bestemming;
  - de verzendingsdatum;
4. voor elke inseminatie :
- de identificatie van het ejaculaat van herkomst;
  - de inseminatiedatum;
  - de identiteit van de geïnsemineerde merrie.

De identificatie van het ejaculaat omvat de vermelding van de naam van de hengst en een volgnummer.

§ 3. Elke wijziging in de in de aanvraag om erkenning vermelde gegevens dient onmiddellijk en schriftelijk meegedeeld te worden aan de konsulent.

d) Opschorting of intrekking van de erkenning.

**Art. 13. § 1.** De erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden :

- indien één of meerdere voorwaarden vereist voor het behoud van de erkenning niet meer vervuld zijn;
- om sanitaire redenen.

§ 2. De opschorting kan uitgesproken worden door de konsulent van zodra hij kennis heeft van het of de feiten die de opschorting rechtvaardigen.

De opschorting slaat op het stopzetten van een gedeelte of van alle handelingen betreffende de kunstmatige inseminatie. De konsulent stelt de aanvrager en de dierenarts hiervan schriftelijk op de hoogte.

Deze opschorting vervalt van zodra de beslissing over het behoud of het intrekken van de erkenning overeenkomstig § 3 van dit artikel is genomen.

§ 3. Elke opschorting moet het voorwerp uitmaken van een rapport dat opgesteld wordt door de konsulent en toegezonden wordt aan de directeur-generaal van het bestuur veeteelt en diergeneeskundige dienst die zich uitsprekt over het behoud of de intrekking van de erkenning van het centrum.

De beslissing wordt betekend aan de aanvrager en aan de dierenarts. Zij specificeert eventueel de wijze van gebruik van de in het centrum opgeslagen doses.

*Afdeling III. — Bijzondere bepalingen*

a) Eigendom van het sperma.

**Art. 14.** Behoudens bijzondere overeenkomst, behoort het sperma aan de eigenaar van de hengst.

b) Gebruik van sperma dat buiten het Koninkrijk geproduceerd is.

**Art. 15.** Het gebruik van sperma dat buiten het Koninkrijk geproduceerd is, is onderworpen aan een voorafgaand akkoord van de erkende fokkersvereniging(en) bevoegd voor de registratie van de veulens voortkomend van deze inseminaties.

c) Vaderschapscontrole.

**Art. 16. § 1.** Een controle van het vaderschap, via de bloedgroepen van veulens voortkomend na kunstmatige inseminatie, moet voor elke hengst uitgevoerd worden bij minstens 5 % van zijn veulens met een minimum van twee.

§ 2. De aanduiding van deze veulens gebeurt door loting onder de verantwoordelijkheid van de erkende fokkersvereniging waarbij deze veulens zijn geregistreerd. De bloedname gebeurt door een aangenomen dierenarts. De erkende vereniging deelt de lijst van de op vaderschap te controleren veulens mee aan het laboratorium voor dierlijke genetica en veeteelt van de Faculteit diergeneeskunde te Gent. Enkel dit laboratorium is terzake bevoegd.

§ 3. De Belgische Konfederatie van het Paard kan tussenkomen in de kosten van deze analyses.

§ 4. Het identificatiedocument wordt pas na de bevestiging van de juistheid van het vaderschap door bovenvermeld laboratorium, aan de eigenaar van het veulen overhandigd.

d) Bijzondere gevallen.

**Art. 17.** Wanneer een hengst sterft, behoort het aan de erkende fokkersvereniging die zijn veulens registreert, zich uit te spreken over het verder gebruik van het opgeslagen sperma.

**Art. 18.** Het sperma van een hengst die niet meer toegelaten is tot de voortplanting, mag niet meer gebruikt worden.

**B. Transfert d'embryon.***Section I<sup>re</sup>. — Définitions*

**Art. 19.** Pour l'application de la seconde partie de ce chapitre, il faut entendre par :

1. centre de transfert d'embryon : une exploitation où se déroulent des activités concernant l'une ou plusieurs des opérations relatives au transfert d'embryon, appelé ci-après le centre;

2. opérations relatives au transfert d'embryon : la récolte, le conditionnement, la conservation, la mise en place d'embryons d'équidés;

3. vétérinaire responsable : le docteur en médecine vétérinaire agréé qui, à la requête du demandeur, assume la responsabilité des opérations relatives au transfert d'embryon, appelé ci-après le vétérinaire;

4. inspecteur vétérinaire compétent : le fonctionnaire du service de l'inspection vétérinaire du Ministère de l'Agriculture, compétent dans la circonscription où est situé le centre, appelé ci-après l'inspecteur;

5. jument admise à la reproduction : toute jument enregistrée ou inscrite dans un livre généalogique.

*Section II. — Agrément des centres**a) Conditions de fonctionnement des centres.*

**Art. 20. § 1<sup>er</sup>.** Seuls peuvent pratiquer les opérations relatives au transfert d'embryon, les centres agréés par le Ministre.

§ 2. Ces centres doivent être placés sous la responsabilité du vétérinaire pour les opérations relatives au transfert d'embryon.

*b) Obtention de l'agrément.*

**Art. 21. § 1<sup>er</sup>.** La demande d'agrément d'un centre est adressée par le demandeur au conseiller.

§ 2. La demande mentionne notamment l'adresse du centre, l'identité du demandeur, ainsi que celle du vétérinaire. La demande est signée par les personnes susmentionnées.

**Art. 22. § 1<sup>er</sup>.** L'agrément d'un centre est subordonné à un avis favorable du conseiller et de l'inspecteur. Cet avis est motivé par un rapport qui a trait à l'infrastructure et à l'équipement du centre. Il est établi après visite des installations en présence des signataires de la demande tels que prévus à l'article 21, § 2.

§ 2. Le dossier complet relatif à chaque demande est adressé par le conseiller au directeur général de l'administration de l'élevage et du service vétérinaire qui se prononce sur l'agrément et en informe le demandeur.

*c) Maintien de l'agrément.*

**Art. 23. § 1<sup>er</sup>.** Chaque année et ce avant le 1<sup>er</sup> février, le bénéficiaire d'un agrément d'un centre doit introduire une demande de prorogation de cet agrément auprès du conseiller.

§ 2. Les centres agréés sont soumis au contrôle du Ministre. Le vétérinaire veille à ce que toutes les mesures soient prises afin que le conseiller et l'inspecteur puissent contrôler à tout moment, pour chaque embryon récolté, stocké et mis en place : la date de chaque opération dont il a fait l'objet, son identité ainsi que l'identité de la jument receveuse.

§ 3. En cas de cession d'embryon, les centres d'origine et de destination doivent être connus.

*d) Suspension ou retrait de l'agrément.*

**Art. 24. § 1<sup>er</sup>.** L'agrément peut être suspendu ou retiré :

— soit lorsqu'une ou plusieurs des conditions exigées pour le maintien de l'agrément ne sont plus remplies;

— soit pour des raisons sanitaires.

§ 2. La suspension peut être prononcée par le conseiller dès qu'il a connaissance du ou des faits qui justifient cette suspension.

La suspension porte sur l'arrêt d'une partie ou de la totalité des opérations relatives au transfert d'embryon. Le conseiller en informe par écrit le demandeur et le vétérinaire.

Cette suspension cesse ses effets dès que la décision relative au maintien ou au retrait de l'agrément a été prise conformément au § 3 de cet article.

§ 3. Toute suspension doit faire l'objet d'un rapport établi par le conseiller, adressé au directeur général de l'administration de l'élevage et du service vétérinaire qui se prononce sur le maintien ou le retrait de l'agrément du centre.

**B. Embryotransplantation.***Afdeling I. — Definities*

**Art. 19.** Voor de toepassing van het tweede deel van dit hoofdstuk, verstaat men onder :

1. centrum voor embryotransplantatie : een bedrijf waar activiteiten plaatsvinden met betrekking tot één of meerdere handelingen betreffende de embryotransplantatie, hierna het centrum genoemd;

2. handelingen betreffende de embryotransplantatie : de winning, de conditionering, de bewaring, het inbrengen van embryo's van paardachtigen;

3. verantwoordelijke dierenarts : de aangenomen doctor in de diergeneeskunde, die op verzoek van de aanvrager de verantwoordelijkheid op zich neemt voor de handelingen betreffende de embryotransplantatie, hierna de dierenarts genoemd;

4. bevoegde diergeneeskundige inspecteur : de ambtenaar van de dienst diergeneeskundige inspectie van het Ministerie van Landbouw, die bevoegd is in de omschrijving waar het centrum gelegen is, hierna de inspecteur genoemd;

5. merrie toegelaten tot de voortplanting : iedere merrie die geregistreerd of ingeschreven is in een stamboek.

*Afdeling II. — Erkenning van de centra**a) Werkingsvoorwaarden van de centra.*

**Art. 20. § 1.** Alleen de door de Minister erkende centra mogen de handelingen stellen betreffende de embryotransplantatie.

§ 2. Deze centra moeten onder de verantwoordelijkheid geplaatst zijn van de dierenarts voor de handelingen betreffende de embryotransplantatie.

*b) Verkrijgen van de erkenning.*

**Art. 21. § 1.** De aanvraag tot erkenning van een centrum wordt door de aanvrager aan de konsulent gericht.

§ 2. De aanvraag vermeldt onder meer het adres van het centrum, de identiteit van de aanvrager en van de dierenarts. De aanvraag wordt door al deze personen ondertekend.

**Art. 22. § 1.** De erkenning van een centrum is afhankelijk van een gunstig advies van de konsulent en de inspecteur. Dit advies wordt gestaafd door een rapport dat betrekking heeft op de infrastructuur en de uitrusting van het centrum. Het wordt opgemaakt na bezoek aan de inrichting in aanwezigheid van de ondertekenaars van de aanvraag voorzien in artikel 21, § 2.

§ 2. Het volledig dossier van elke aanvraag wordt door de konsulent aan de directeur-generaal van het bestuur veeteelt en diergeneeskundige dienst toegezonden die zich uitspreekt over de erkenning en die de aanvrager op de hoogte stelt van de genomen beslissing.

*c) Behoud van de erkenning.*

**Art. 23. § 1.** Elk jaar vóór 1 februari zal de houder van een erkend centrum bij de konsulent een aanvraag indienen tot verlenging van deze erkenning.

§ 2. De erkende centra zijn onderworpen aan de controle van de Minister. De dierenarts zal erover waken dat alle maatregelen genomen worden opdat de konsulent en de inspecteur ten allen tijde voor elk gewonnen, bewaard en ingebracht embryo, de datum van elke handeling, zijn identiteit en deze van de receptormerrie zouden kunnen controleren.

§ 3. Bij overdracht van een embryo, moeten de centra van oorsprong en van bestemming gekend zijn.

*d) Opschorting of intrekking van de erkenning.*

**Art. 24. § 1.** De erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden :

— indien één of meerdere voorwaarden, vereist voor het behoud van de erkenning, niet meer vervuld zijn;

— om sanitaire redenen.

§ 2. De opschorting kan uitgesproken worden door de konsulent van zodra hij kennis heeft van het of de feiten die de opschorting rechtvaardigen.

De opschorting slaat op het stopzetten van een gedeelte of van alle handelingen betreffende de embryotransplantatie. De konsulent stelt de aanvrager en de dierenarts hiervan schriftelijk op de hoogte.

Deze opschorting vervalt van zodra de beslissing over het behoud of het intrekken van de erkenning overeenkomstig § 3 van dit artikel is genomen.

§ 3. Elke opschorting moet het voorwerp uitmaken van een rapport dat opgesteld wordt door de konsulent en toegezonden wordt aan de directeur-generaal van het bestuur veeteelt en diergeneeskundige dienst die zich uitspreekt over het behoud of de intrekking van de erkenning van het centrum.

La décision est notifiée au demandeur et au vétérinaire. Elle précisera éventuellement les modalités d'utilisation des embryons stockés dans le centre.

*Section III. — Dispositions particulières*

*a) Obligation administrative.*

**Art. 25. § 1<sup>er</sup>.** L'enregistrement d'un poulain issu d'un transfert d'embryon ne peut se faire qu'après en avoir avisé, préalablement au transfert, l'association d'éleveurs agréée compétente pour l'enregistrement de ce poulain.

§ 2. En outre, lors de la mise en place d'embryon produit hors du Royaume, l'accord préalable de l'association d'éleveurs agréée compétente pour l'enregistrement du poulain est indispensable.

§ 3. Tout transfert d'embryon doit se faire sous couvert d'un formulaire délivré par l'association d'éleveurs agréée compétente pour l'enregistrement du poulain. Ce formulaire doit être complété par le vétérinaire et joint au certificat de saillie.

*b) Contrôle de l'ascendance.*

**Art. 26. § 1<sup>er</sup>.** Tout poulain issu d'un transfert d'embryon doit obligatoirement subir un contrôle d'ascendance par les hémotypes.

§ 2. Le document d'identification n'est délivré au propriétaire du poulain qu'après confirmation par le laboratoire mentionné à l'article 16, § 2, de cet arrêté, de l'exactitude de l'ascendance.

*CHAPITRE IV. — Dispositions particulières*

**Art. 27.** En ce qui concerne l'application en 1993 de l'article 7, § 2, du présent arrêté, la date est fixée au 31 mars 1993.

L'arrêté ministériel du 29 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal du 18 mars 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline, modifié par l'arrêté ministériel du 22 mars 1989, est abrogé.

**Art. 28.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 janvier 1993, Bruxelles, le 23 décembre 1992.

A. BOURGEOIS

De beslissing wordt betekend aan de aanvrager en aan de dierenarts. Zij specificeert eventueel de wijze van gebruik van de in het centrum opgeslagen embryo's.

*Afdeling III. — Bijzondere bepalingen*

*a) Administratieve verplichting.*

**Art. 25. § 1.** De registratie van een veulen voortkomend na een embryo-transplantatie, mag slechts gebeuren op voorwaarde dat de transplantatie vooraf gemeld werd aan de erkende fokkersvereniging die bevoegd is voor de registratie van dit veulen.

§ 2. In geval van het inbrengen van een embryo dat buiten het Koninkrijk geproduceerd werd, is daarenboven het voorafgaand akkoord noodzakelijk van de erkende fokkersvereniging die bevoegd is voor de registratie van het veulen.

§ 3. Elke embryo-transplantatie moet gestaafd worden door een formulier dat afgeleverd wordt door de erkende fokkersvereniging die bevoegd is voor de registratie van het veulen. Dit formulier moet ingevuld worden door de dierenarts en bij het dekbewijs gevoegd worden.

*b) Controle van de afstamming.*

**Art. 26. § 1.** Van elk veulen voortkomend na embryo-transplantatie, dient de afstamming gecontroleerd na bloedgroepenbepaling.

§ 2. Het identificatiedocument wordt pas aan de eigenaar van het veulen afgeleverd na bevestiging, door het laboratorium dat vermeld is in artikel 16, § 2, van dit besluit, van de juistheid van de afstamming.

*HOOFDSTUK IV. — Bijzondere bepalingen*

**Art. 27.** Wat betreft de toepassing in 1993 van artikel 7, § 2, van dit besluit, is de datum op 31 maart 1993 vastgelegd.

Het ministerieel besluit van 29 oktober 1986 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 18 maart 1971 betreffende de verbetering van het paarderas, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 22 maart 1989, wordt opgeheven.

**Art. 28.** Dit besluit treedt in werking op 2 januari 1993. Brussel, 23 december 1992.

A. BOURGEOIS

F. 93 — 279

**28 DECEMBRE 1992. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 19 novembre 1992 exécutant l'arrêté royal du 18 novembre 1992 relatif à la sécheresse de l'année 1991.**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (calamités publiques ou calamités agricoles);

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 1992 considérant comme une calamité des dégâts aux prairies, causés par la sécheresse de 1991 dans plusieurs communes de la province de Luxembourg, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant la consistance des dommages et leur indemnisation;

Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 1992 exécutant l'arrêté royal du 18 novembre 1992 relatif à la sécheresse de l'année 1991;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'arrêté ministériel du 19 novembre 1992 afin de prolonger le délai d'introduction des demandes d'indemnisation dans l'intérêt des bénéficiaires, conformément à l'arrêté royal du 18 août 1976,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le délai d'introduction des demandes d'indemnisation mentionné à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 19 novembre 1992 est prolongé jusqu'au 30 juin 1993.

N. 93 — 279

**28 DECEMBER 1992. — Ministerieel besluit wijzigende het ministerieel besluit van 19 november 1992 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 18 november 1992 betreffende de droogte in het jaar 1991.**

De Minister van Landbouw,

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen (algemene rampen of landbouwrampen);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 1992 waarbij de schade veroorzaakt aan de weiden door de droogte van 1991 in verscheidene gemeenten van de provincie Luxemburg, als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp wordt afgebakend en waarbij omvang van de schade en de schadeloosstelling ervan wordt vastgesteld;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 november 1992 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 18 november 1992 betreffende de droogte in het jaar 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het ministerieel besluit van 19 november 1992 dient gewijzigd om de indieningstermijn van de aanvragen tot schadeloosstelling in het belang van de begunstigten overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 te verlengen,

Besluit :

**Artikel 1.** De indieningstermijn van de aanvragen tot schadeloosstelling vermeld in artikel 2 van het ministerieel besluit van 19 november 1992 wordt verlengd tot 30 juni 1993.